

La N-VA, meilleur ennemi du confédéralisme

■ La N-VA a annoncé vouloir redorer son blason flamand. Elle veut notamment poser de nouveaux jalons vers le confédéralisme. Ce qui risque d'être difficile car, elle le montre tous les jours, ses arguments dans ce sens ne tiennent pas la route !

Cela faisait longtemps qu'on n'avait plus vu de mouvement au mouvement flamand. Comme le disait récemment Karl Drabbe, éditeur et membre du dit mouvement dans "Knack": "Le mouvement flamand est dans un état pitoyable. Tous ceux qui savent lire et écrire ont été intégrés à la N-VA." Il y a quelques années, Bart De Wever disait que la meilleure chose que le mouvement flamand moribond pouvait faire pour la cause flamande était de se désintégrer.

Mais dans son annonce très médiatisée de la semaine dernière, le même De Wever a soudainement ressuscité le mouvement flamand en disant qu'il entendait ses critiques concernant le profil trop Belge de la N-VA et qu'il lançait comme réponse un projet communautaire interne, sous la responsabilité de Hendrik Vuye. Tout cela semblait en fait surtout destiné à résoudre un problème interne de mise à l'écart du chef de groupe à la Chambre qui ne fonctionnait pas bien et a qui est maintenant attribué ce nouveau projet. Mais elle n'en place pas moins le parti en plein cœur d'un débat communautaire qu'il a lui-même relancé.

La N-VA face à elle-même

La nouvelle mission qui attend Hendrik Vuye n'est pas qu'un exercice académique mais inclut également, selon ses propres dires, la recherche d'un "large soutien" pour de "nouveaux pas vers l'émancipation flamande" et notamment pour "le confédéralisme", version N-VA d'une Flandre quasi indépendante. Cette recherche de soutien risque cependant d'être ardue. Parce que la N-VA va trouver un obstacle considérable sur sa route: elle-même.

Cela fait en effet un an et demi que le parti s'acharne à démontrer, de façon assidue et convaincante, que ses prin-

cipaux arguments en faveur du confédéralisme ne tiennent pas la route. C'est que depuis bon nombre d'années, le discours de la N-VA était systématiquement le suivant : la Belgique est composée de deux démocraties; les Flamands et les francophones ont des opinions différentes sur absolument tout; la Flandre étant à droite, la Wallonie à gauche; le système belge fait en sorte que le PS reste constamment au pouvoir et que la Flandre n'obtient ja-

mais la politique socio-économique et d'immigration de droite pour laquelle elle vote: dès lors, l'autonomie flamande représente la seule solution.

Mais voilà: en intégrant le gouvernement Michel, la N-VA a mis en évidence que le confédéralisme n'était nullement nécessaire pour mettre hors-jeu ce maudit PS et former cette majorité de droite qui reflète, selon elle, le choix des Flamands.

Les verrous belges

Plus encore: les nationalistes flamands ont prouvé qu'une majorité flamande qui se concentre sur la politique socio-économique n'est en rien freinée par des "verrous" belges: un quart des voix francophones est suffisant pour gouverner le pays. Et sur-

tout, martèle la N-VA, le gouvernement Michel est effectivement en train de faire opérer un virage fondamental au pays en matière de réformes socio-économiques. Il est vrai toutefois que certains remettent en question ce Grand Changement, y compris – en off – au sein de la N-VA. Serait-ce là malgré tout la preuve qu'il n'est pas possible de réaliser des réformes fondamentales dans le cadre belge? Peut-être. Mais si c'est le cas, cela ne fait que démolir un peu plus l'argumentaire de la N-VA. Parce que ce n'est alors pas à cause de divergences de vues entre Flamands et francophones mais plutôt d'incessants conflits entre partenaires flamands qui sont venus à la surface au sein du gouvernement Michel. Comment mettre sur pied une fiscalité juste et quelle doit être la contribution du capital à celle-ci? Est-ce la liberté ou la sécurité qui doit primer en ces temps de menaces terroristes? Les partenaires sociaux ont-ils un rôle à jouer dans la prise de décisions politiques où est-ce la politique qui doit primer? Faut-il faire encore davantage d'économies dans la sécurité sociale? Et cætera.

Divisions flamandes

Autant de questions de société fondamentales, souvent clivées selon une ligne gauche-droite et dont l'importance est niée à tort quand on se complait à les mettre sur le compte d'un "gouvernement de chamailleries". Les

partis flamands de la majorité sont constamment divisés sur ces questions. Bart De Wever a bien dû rapidement constater par lui-même que son parti et le CD&V veulent aller dans une direction inverse. Heureusement, ces partis flamands rivaux disposent encore d'un Premier ministre franco-

phone pour rapprocher leurs points de vue et leur soutirer des accords. Peut-être Charles Michel devrait-il prendre également sous son aile le gouvernement flamand?

Le fédéral plus flamand que la Flandre

Parce que si on examine ce dernier de plus près, la crédibilité du discours de la N-VA n'en sort pas renforcée non plus. Non seulement, les partis flamands y sont au moins autant en antiphrase, mais sa capacité de réforme semble plus réduite que celle du gouvernement fédéral.

La culture politique héritée de la Belgique n'a pas encore changé d'un iota en Flandre, qui reste tout autant une particratie. Malgré les nouvelles compétences reçues en la matière, il n'y aura non seulement pas de réforme fiscale mais de nouvelles taxes vont également être introduites – dont la fameuse "Turteltax" qui poursuit la ministre libérale dont elle porte le nom. Les grands projets comme ceux de l'achèvement du ring d'Anvers ou du centre commercial Uplace semblent plus en panne que jamais. Le gouvernement flamand brille également par son absence dans le débat sur la question des réfugiés, alors qu'il dispose de compétences clefs en matière d'intégration. Dans sa communication, Bart De Wever se focalise d'ailleurs surtout sur les compétences de ses ministres fédéraux (sécurité, finance, immigration...) pour montrer que son parti prend des décisions importantes.

Si l'on accepte la définition que donne la N-VA d'une politique "flamande" (c'est-à-dire des réformes fondamentales nettement orientées à droite), alors le gouvernement fédé-

ral mène à la limite une politique plus flamande que son homologue... flamand. A la longue, on pourrait finir par penser que plus d'autonomie flamande est un frein à cette politique "flamande".

Bref, le nouveau contexte politique que la N-VA a contribué à installer mine lentement mais sûrement ses arguments les plus importants en faveur du confédéralisme. Plus même : ses tentatives d'aller vers le confédéralisme constituent autant d'obstacles pour les réformes – socio-économiques et autres – qu'elle a promises.

Parce que pour réformer – ou supprimer – l'Etat, on ne peut pas se contenter de faire jouer une majorité flamande: il faut aussi convaincre la moitié des francophones. Et donc, de facto, faire revenir le PS. L'attention et l'énergie politique recommencent alors à se focaliser sur d'interminables palabres institutionnelles et non plus sur la sécurité, la fiscalité, etc.

Avec, comme résultat final, un compromis laborieux entre sept ou huit partis défendant chacun ses propres spécificités: une réforme de l'Etat classique, en somme. Dont la N-VA dit ne plus vouloir.

Improbable scénario

La seule vraie alternative est de déclarer unilatéralement "à la catalane" l'indépendance flamande. L'enthousiasme chez la population et les autres partis pour une telle option a toujours été nul. Ce fait a au moins l'avantage de considérer la recherche de soutien comme vide de sens. Et permet de n'en faire qu'un exercice purement académique.

→ La chronique de Dave Sinardet paraît dans "La Libre" un samedi sur deux.

DAVE SINARDET

Professeur de sciences politiques à la Vrije Universiteit Brussel et à l'Université Saint-Louis Bruxelles.